Envoyé en préfecture le 07/11/2025

Recu en préfecture le 07/11/2025

Publié le 12/11/2025



ID: 095-219504800-20251105-DEL202549-DE

# DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE ARRONDISSEMENT DE PONTOISE CANTON DE L'ISLE-ADAM



# VILLE DE PARMAIN (95620) EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 5 NOVEMBRE 2025

N° 2025/49

# Date de Convocation 30/10/2025

L'an deux mille vingt-cinq, le cinq novembre, à 19 heures 15, le Conseil Municipal de la Ville de PARMAIN, légalement convoqué, s'est réuni salle Louis Lemaire, en séance publique,

sous la présidence de *Monsieur Loïc TAILLANTER*, maire de Parmain.

#### Nombre de Conseillers

27

# En exercice : 29 Présents : 18 Pouvoirs : 9

Votants:

# PRÉSENTS :

Antoine SANTERO, Nadine CALVES, Alain PRISSETTE, Louise FEINSOHN, Philippe DESRY, Renée BOU ANICH, Michel ARMAND, Jean-Luc JOLIT, Naïma NAÏT-SEGHIR, Patrick LECHAT, Amélie SANTERO, Alexis PENPENIC, Michel DAMERVAL, Armelle BLAISOT, Frédérick FÉZARD, Didier PONNET, Sébastien GUÉRINEAU.

# ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS :

Valérie MICHEL pouvoir à Alain PRISSETTE, Martine DESRY pouvoir à Philippe DESRY, Bernard PIERRON donne pouvoir à Loïc TAILLANTER, Evelyne DURET donne pouvoir à Nadine CALVES, Béatrice BELABBAS donne pouvoir à Antoine SANTERO, Patrick TINAGRE donne pouvoir à Renée BOU ANICH, Dominique MOURGET donne pouvoir à Frédérick FÉZARD, Caroline CHAZAL-MATHIEU donne pouvoir à Didier PONNET, Solange FAUCOMPREZ donne pouvoir à Sébastien GUÉRINEAU.

ABSENTE EXCUSÉE : Émilie PORTIER.

**ABSENT**: Philippe TOUZALIN.

### Alexis PENPENIC a été désigné secrétaire de séance.

OBJET : SIAEP (Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable de la Région de l'Isle-Adam)
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable – Exercice 2024

**VU** le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 2224-5 et D2224-1 à D2224-5, le maire ou son représentant est tenu de présenter au Conseil Municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de la distribution de l'eau potable;

**CONSIDÉRANT** que ce document retrace l'activité de l'année écoulée et doit être voté par le SIAEP avant le 30 juin de chaque année ;

**CONSIDÉRANT** que ce rapport est orienté autour de 4 axes principaux :

- La caractéristique technique du service public de l'eau potable
- La tarification et recettes du service public de l'eau potable

Envoyé en préfecture le 07/11/2025

Recu en préfecture le 07/11/2025

Publié le 12/11/2025



ID: 095-219504800-20251105-DEL202549-DE

- les indicateurs de performance du service d'eau potable
- et le financement des investissements du service de l'eau potable

# **CONSIDÉRANT** que ce rapport a pour objectifs :

- De fournir aux conseillers municipaux les informations essentielles à caractère technique et financier d'apprécier la qualité de gestion du service public de distribution de l'eau potable, ses évolutions et ses facteurs explicatifs
- D'assurer une plus grande transparence sur la gestion du service public vis-à-vis des usagers

**CONSIDÉRANT** que ce rapport doit être mis à disposition du public, dans les 15 jours qui suivent la présentation au conseil municipal (pour les communes de plus de 3 500 habitants);

Sur exposé de M. Antoine SANTERO, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, délégué titulaire au SIAEP, Le conseil municipal, après en avoir délibéré, À l'UNANIMITÉ,

▶ PREND ACTE du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable du SIAEP (Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable de la Région de l'Isle-Adam) : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable – Exercice 2024

« Le présent acte peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, et de sa transmission au Préfet, en adressant un recours administratif préalable à son auteur et/ou un recours hiérarchique au Préfet du Val d'Oise à Cergy. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Il peut également être contesté simultanément au recours administratif ou dans un délai de 2 mois à compter la décision implicite de rejet par une requête au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou sur la plateforme « Télérecours Citoyen » : www.telerecours.fr. La requête en annulation introduite devant le Tribunal peut être assortie d'une demande de suspension de l'exécution du présent acte ».

Loïc TAILLANTER,

Maire de PARMAIN
Vice-Président de la Communauté de Communes
de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts